



Message de l'intersyndicale d'Auvergne en réponse aux messages de soutien de nos collègues des autres DRAC et aux actions des intersyndicales de Picardie, de Basse Normandie, de Languedoc-Roussillon et de Franche-Comté.

Partout le même constat, les mêmes conséquences générées par une même politique malfaisante, intolérable et porteuse de souffrance.

Les DRAC perdent peu à peu toute consistance : désorganisation des services, hémorragie des effectifs, réduction des missions et des délais d'intervention (perte de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, réduction des délais de prescription archéologique à 21 jours, missions diverses et variées qui se perdent faute de personnel remplacé, etc.), technicité et savoir faire des métiers sacrifiés, jusqu'à notre logo ministère de la Culture qui disparaît !!

Devant l'absurdité des conséquences de cette politique qui impacte notre fonctionnement au quotidien dans ce qu'il a de plus basique : obligation d'acheter du papier bas de gamme qui bloque nos copieurs et nos imprimantes (allant jusqu'à faire perdre des heures de travail !), non remboursement des frais de déplacement depuis 7 mois chez nous, etc, (les exemples sont nombreux et tous aussi absurdes les uns que les autres) on se demande si on ne cherche pas sciemment à nous empêcher de travailler.

Pourtant ce que nous vivons aujourd'hui n'est probablement pas le point culminant de ce désastre, les conséquences de ce gâchis vont encore provoquer des ondes de choc mais ils en veulent encore plus ! Pour ne citer que ces exemples, les projets Apparü et Doligé, s'engouffrant dans l'espace libéral qui leur est laissé proposent purement et simplement une dérèglementation totale du secteur patrimonial, ainsi abandonné aux bétonneurs. Notre ministre nous l'avait assené lors d'une entrevue accordée à notre intersyndicale l'année dernière, à Clermont-Ferrand : « la France crève de son patrimoine ».

Les autres secteurs culturels ne sont pas en reste, la DNO 2011 avait déjà sacrifié les pratiques amateurs, aujourd'hui ce qu'il reste des maigres subventions vont uniquement aux grosses structures, visibles. Et les collectivités territoriales, exsangues, suivent le même chemin... Les industries « culturelles » vont bien, merci pour elles : est ce de cette culture là dont nous avons besoin ? Celle que nous voulons transmettre ?

Il est grand temps, avant qu'il ne soit trop tard, de nous mobiliser, de résister pour sauver ce qui peut encore l'être.

Une bataille non engagée est une bataille perdue d'avance ! Alors même si l'issue est incertaine nous aurons au moins pour nous la dignité d'avoir essayé d'enrayer la machine à broyer.

Face à ce constat partagé de destruction du réseau des DRAC, nous reprenons l'appel de nos collègues de Picardie appelant l'ensemble des autres DRAC à se mobiliser pour préparer au mieux, et dans la plus large unité et la solidarité, un mouvement d'action générale dès la rentrée de septembre.

L'été ne doit pas laisser retomber notre action mais permettre de proposer une plateforme de revendications communes à toutes les DRAC pour stopper l'hémorragie des personnels, retrouver des conditions de travail acceptables et une cohérence dans nos missions.